

Compte rendu du conseil de perfectionnement
FD JVD - Master Mention Droit Privé M1-M2 (4 parcours)
Mardi 15 avril 2025

Nom de la composante : FD JVD

Nom de la formation : Master mention droit privé

CR rédigé par Clément DUREZ entre le 15 avril et le 5 mai 2025

Noms et qualités des personnes présentes :

Stéphanie Augier : responsable administrative (excusée)

Pour le parcours Commissaire de justice (CDJ) :

- Sylvie Bernigaud : responsable du parcours
- Me Robin Dalmais, président de la Chambre régionale des Commissaires de justice du ressort de la Cour d'appel de LYON (excusé)
- Me Damien Tronel : Délégué de la chambre nationale des commissaires de justice de la cour d'appel de Lyon (excusé)
- Maxime Cheveu d'Or (étudiant M1 CDJ)
- Laurie Cabot (étudiante M1 CDJ)
- Celia Perriguet (étudiante M1 CDJ)
- Astrid De Riols De Fonclare (étudiante M2 CDJ)

Pour le parcours Contrats – Droit des événements sportifs et culturels (C-DESC) :

- Clément Durez : responsable du parcours
- Maxance Laurand, juriste, enseignant et ancien étudiant du parcours C-DESC
- Mar Ndiaye, juriste, enseignant et ancien étudiant du parcours C-DESC (excusé)
- Komlan Jean-Luc Sepe (étudiant M2 C-DESC)
- Julien Dumont (étudiant M1 C-DESC)

Pour le parcours Contentieux des contrats (CDC) :

- Jérémy Jourdan Marques : responsable du parcours
- Julien Skeif, professionnel du droit, enseignant du parcours CDC
- Alexandre Cally (étudiant M2 CDC)

Pour le parcours Droit des activités numériques et tiers de confiance (DANTC) :

- Marie Dochy -Confland : responsable du parcours

- Stéphane Gasch, professionnel, enseignant du parcours DANTC
- Clément Dealet (étudiant M2 DANTC)
- Farah Iscandar (étudiante M1 DANTC)

Préparation du conseil

Décrire ce qui a été fait en amont du conseil : données factuelles et opinions recueillies, premières analyses, documents transmis aux participants). Annexer le cas échéant les documents de présentation des données factuelles et la synthèse des opinions.

Avant le conseil, il a été possible d'échanger avec Florian LEBEAU, chargé de mission au SPS (Accompagnement de l'évaluation des formations et des enseignements) et Luc MERTZWEILLER, Chargé d'ingénierie de formation au sein de la direction de la formation de l'Université Lyon 2. Florian et Luc ont pu nous prodiguer différents conseils pour organiser au mieux ce conseil de perfectionnement. En parallèle, un sondage a été proposé sur Internet afin de trouver une date permettant de réunir les responsables de chaque parcours de la mention ainsi que des étudiants et des intervenants.

À l'issue de ces échanges et au vu des résultats du sondage, la date du mardi 15 avril 2025 de 17h à 19h a été retenue et les participants ont reçu une invitation par courriel avec l'ordre du jour suivant :

L'ordre du jour sera le suivant :

- *Les points forts de la formation*
- *Les points faibles de la formation*
- *Les perspectives d'amélioration*

Au cours de ce conseil de perfectionnement, nous aborderons ensemble les questions suivantes :

- *Les objectifs de la formation sont-ils adaptés aux débouchés (poursuite d'études / emploi) ?*
- *Les étudiants qui sont allés au bout de la formation ont-ils atteint les objectifs visés ?*
- *Le programme de formation doit-il être conservé sans changement ?*
- *Les pédagogies mises en œuvre sont-elles adaptées au public étudiant et aux objectifs visés ?*
- *Les modalités d'évaluation des connaissances et des compétences doivent-elles être conservées sans changement ?*

En plus de l'ordre du jour, il a été envoyé par courriel en amont du conseil les informations et documents suivants :

- *Les fiches de présentation des quatre parcours de la mention DPR*

- *Les résultats d'une enquête sur le devenir des diplômés du Master DPR 21/22*
- *Un rapport d'enquête sur les conditions de vie des étudiants*

Le nombre d'étudiants de la mention DPR sur ces 3 dernières années :

- 2022/2023 : 173
- 2023/2024 : 207
- 2024/2025 : 253

Principaux points discutés en conseil

Point A : Propos introductifs sur la mention de Master droit privé (évolution des parcours et des maquettes)

En introduction du Conseil, les participants reviennent sur l'historique de la mention de Master « Droit privé » au sein de la faculté de droit Julie Victoire Daubié. Il est notamment rappelé que la mention comptait environ 70 étudiants en moyenne avant l'entrée en vigueur de la sélection à l'entrée du Master 1 mais ne comptait alors qu'un seul parcours de Master 2 autonome (le parcours CDJ) ainsi qu'un parcours co-accrédité avec les facultés de droit des Universités Lyon 3 et Jean Monnet (Saint-Etienne), le parcours « Droit et pratique des contrats » (DPC).

Avec la réforme, la mention droit privé avait alors 4 options :

- Réduire ses effectifs en Master 1 au nombre de places disponibles en Master 2 (soit environ 28 places) ;
- Conserver le même nombre d'étudiants en Master 1 (70) en les répartissant au sein des deux seuls parcours disponibles (ce qui aurait conduit à admettre au moins 50 étudiants en M2 CDJ) ;
- Créer de nouveaux parcours de Master 2 afin de conserver le même effectif en Master 1 tout en gardant des effectifs allant de 18 à 25 étudiants en Master 2.

Très rapidement la faculté de droit, sous l'impulsion de son doyen, a choisi d'abandonner la co-accréditation du parcours DPC et de créer des nouveaux parcours de Master avec le soutien de l'Université Lyon 2 et des milieux professionnels, plus particulièrement celui de la Fédération Nationale des Tiers de Confiance (FNTC) pour la création du parcours DANTC.

C'est ainsi que le Master 2 C-DESC a ouvert ses portes dès septembre 2020 (en dépit des difficultés générées par le Covid), le Master CDC en septembre 2022 (première promotion

accueillie en M1) et le Master DANTC en septembre 2023 (première promotion accueillie en M1). Entre-temps, pour tenir compte de la sélection à l'entrée du M1, les maquettes des quatre parcours ont été créées et/ou adaptées afin de proposer quatre parcours autonomes dès la première année de Master. C'est la raison pour laquelle la première promotion du parcours C-DESC a démarré en 2020 en Master 2 alors que les premières promotions des parcours CDC et DANTC ont pu démarrer dès le Master 1.

La création de ces 3 nouveaux parcours au sein de la mention droit privé a eu de nombreux effets bénéfiques pour la mention, ses enseignants et ses étudiants. Elle a notamment permis d'adapter l'offre de formation proposée par la faculté Julie Victoire Daubié à l'offre d'emploi (contract manager, DPO, métiers du numérique, etc.) mais aussi de financer la création de plusieurs nouveaux cours. On peut citer par exemple le cours magistral de droit processuel porté depuis sa création par le parcours CDC ou encore les travaux dirigés de techniques contractuelles portés par le parcours C-DESC et les travaux dirigés en droit du numérique portés par le parcours DANTC.

Ces nouveaux cours ont permis de donner du sens à la création de parcours de Master dès l'année de Master 1 en rendant chacun des parcours plus attractifs notamment en raison de la possibilité pour les étudiants de démarrer leur spécialisation dès la première année de Master.

D'autres choix forts ont été faits au moment de l'adaptation des maquettes avec notamment le choix de mettre en place des groupes de travaux dirigés autonomes pour les matières disciplinaires de chaque parcours de Master 1 (soit des effectifs de 20 étudiants en moyenne par groupe de TD au lieu des 30 ou 40 habituels). Ce choix a contraint les responsables pédagogiques des quatre parcours à sacrifier certains enseignements par manque de financement mais il permet de proposer aux étudiants de la mention de bonnes conditions de travail en travaux dirigés en Master 1 et de favoriser l'émergence d'un esprit de promotion dès cette première année du Master.

Enfin, parmi les autres modifications apportées à la mention au cours du contrat actuel, il est important de préciser que le parcours CDJ a changé de dénomination puisqu'il portait le nom « droit processuel, procédures et voies d'exécution » au moment de la précédente demande d'accréditation de Master 2. Ce changement de dénomination s'explique par la nouvelle appellation des professionnels préparés et formés dans le cadre de ce parcours de master. Mme Bernigaud rappelle par ailleurs que ce parcours de master a toujours été rattaché à la mention droit privé et non à la mention justice, procès et procédures afin d'adapter le contenu de la formation à la préparation adéquate à l'examen d'entrée à l'Institut National des Commissaires de Justice.

Point B : Les objectifs de la formation sont-ils adaptés aux débouchés (poursuite d'études / emploi) ?

Les réponses à cette question diffèrent nécessairement selon l'ancienneté des parcours dans la mesure où adapter la formation aux débouchés des étudiants prend du temps. Il faut avoir quelques années de recul pour savoir comment les étudiants du parcours s'insèrent sur le marché de l'emploi et si besoin adapter un peu la maquette et les MCCC, recruter de nouveaux intervenants, etc.

Pour le parcours CDJ qui existe depuis plus de 20 ans et qui a un lien très fort avec la chambre régionale des commissaires de justice, cela ne fait aucun doute.

Pour le parcours C-DESC créé en 2020, certains aménagements effectués sur les deux dernières années ont permis d'adapter la formation aux débouchés des étudiants (ex : adaptation de certains enseignements pour préparer les étudiants à la profession de contract manager).

Pour les parcours DANTC et CDC créés respectivement en 2022 et 2023, la question est un peu prématurée. Jérémy Jourdan-Marques, responsable pédagogique du parcours CDC, précise que ce parcours est assez transversal, qu'il s'adresse aussi bien aux étudiants qui souhaitent devenir magistrat ou avocat et qu'il est difficile de s'adapter à ces différents débouchés. Il évoque donc la possibilité de créer en parallèle du parcours CDC actuel une formation spécialement adaptée au concours de la magistrature (ENM) avec davantage d'enseignements dédiés au droit pénal et à la culture générale. Le parcours CDC pourrait ainsi se concentrer exclusivement sur la formation d'avocats et de juristes en entreprise.

Pour le parcours DANTC, la question est prématurée mais Marie Dochy-Confland, responsable pédagogique du parcours DANTC, signale un démarrage très positif de l'alternance pour la première promotion du M2 cette année 2024-2025. En perfectionnant la communication pour aider les étudiants dans leur recherche d'alternance, elle espère pérenniser l'alternance même en cas de suppression des aides de l'État.

Point C : Les étudiants qui sont allés au bout de la formation ont-ils atteint les objectifs visés ?

Le Conseil a un peu plus de difficulté à répondre à cette question. Une nouvelle fois, il est plus aisé d'y répondre en ce qui concerne le parcours CDJ compte tenu de son ancienneté. Le niveau moyen des étudiants qui suivent ce parcours est excellent et leur taux de réussite à l'examen d'accès à la profession de commissaire de justice extrêmement satisfaisant.

Pour les autres parcours, le questionnaire produit par l'Université et réalisé auprès des étudiants en 2021-2022 apporte peu d'enseignement (seul le parcours C-DESC existait à cette époque et il n'avait qu'une année d'ancienneté). Maxance Laurand, ancien étudiant du parcours C-DESC (promotion 2022-2023), intervient pour indiquer que de nombreux étudiants de sa promotion sont actuellement en poste au sein d'une entreprise ou d'une association sportive ou culturelle. Un fichier en ligne Alumni a été mis en place pour suivre les débouchés des étudiants et favoriser le partage d'information entre les étudiants des différentes promotions.

D'une manière générale, les participants notent que chacun des quatre parcours compte un grand nombre d'intervenants professionnels ce qui aide à atteindre les objectifs visés par lesdits parcours. Enfin, il est également précisé que depuis l'entrée en vigueur de la sélection en M1, le niveau moyen des étudiants de la mention a considérablement augmenté. Depuis 3 ans, la très grande majorité des étudiants admis dans un des parcours de la mention valide sa formation avec de bonnes notes et atteint les objectifs pédagogiques fixés.

Point D : Le programme de formation doit-il être conservé sans changement ?

Cette question ne peut-être traitée sans rappeler au préalable les très nombreux changements qui ont été apportés à la mention droit privé depuis 5 ans (cf. *supra*). La création de 3 nouveaux parcours, de plusieurs nouveaux enseignements (cours magistraux et/ou travaux dirigés) et de parcours autonomes dès l'année de Master 1 ainsi que la mise en place de groupes de travaux dirigés par parcours ont généré de très nombreux changements dans le programme de formation de la mention et ont permis d'améliorer considérablement son attractivité.

Sylvie Bernigaud, responsable pédagogique du parcours CDJ, note à ce titre que la création de nouveaux cours en Master 1, facilitée par la création des nouveaux parcours, a aussi permis d'améliorer les maquettes de Master 2 en libérant des heures qui étaient dédiées à des apprentissages qui sont désormais proposés en M1 (ex : cours magistral de droit processuel).

Après avoir évoqué ces points satisfaisants, les participants listent les modifications souhaitables dans les années à venir.

En premier lieu, Jérémy Jourdan-Marques regrette le nombre trop faible d'heures accordées au Master 2 CDC. Il considère qu'il manque une centaine d'heures de cours et que cela nuit considérablement à cette formation. Alexandre Cally, étudiant du parcours CDC, intervient pour appuyer les propos de son responsable de parcours. Clément Durez partage ce besoin d'accorder davantage d'heures au parcours CDC et regrette que les discussions qui ont eu lieu

lors de la création des nouveaux parcours n'aient pas permis d'accorder à ceux-ci un volume d'heures moyen équivalent à l'enveloppe accordée aux plus anciens parcours.

Jérémy Jourdan-Marques s'interroge également sur la nécessité de faire évoluer la mutualisation de certains cours en M1 car certains CM sont suivis par un trop grand nombre d'étudiants ce qui pose des problèmes pédagogiques, notamment s'agissant de l'évaluation des étudiants (correction des copies, etc.). Clément Dealet, étudiant du parcours DANTC, partage ce constat. Ce point confirme le besoin de moyens supplémentaires de la mention afin de dupliquer certains cours magistraux en Master 1, notamment ceux qui sont mutualisés avec la mention droit des affaires.

En conclusion, les participants s'accordent (i) sur le fait qu'il est essentiel que la mention droit privé bénéficie à l'avenir d'un budget supérieur au budget actuel afin notamment de pérenniser les volumes nécessaires aux 3 parcours ouverts à l'alternance et de renforcer le parcours CDC et (ii) sur la nécessité de penser les futurs changements de maquette de la mention toujours dans l'intérêt de ses parcours.

Point E : Les pédagogies mises en œuvre sont-elles adaptées au public étudiant et aux objectifs visés ?

Cette question amène les participants à rappeler plusieurs points déjà soulignés auparavant, notamment les problèmes liés au trop grand nombre d'étudiants pour les cours de Master 1 mais aussi aux contraintes administratives de plus en plus nombreuses qui sont imposées aux gestionnaires de parcours.

Sylvie Bernigaud constate que les pédagogies mises en œuvre sont nécessairement différentes et plus riches en Master 2 compte tenu des cours en effectif réduit et de la spécialisation des étudiants. Il est toutefois noté que les changements apportés récemment aux maquettes de la mention ont permis d'intégrer de nouveaux exercices afin de s'adapter aux objectifs visés par la mention et ses parcours. À titre d'exemple, les responsables pédagogiques des parcours C-DESC et CDC assurent désormais eux-mêmes des travaux dirigés pour évaluer les étudiants en Master 1 en intégrant des spécificités liées aux objectifs visés par chacun desdits parcours.

Marie Dochy-Confland précise qu'en M2 DANTC, les différents enseignements font intervenir un enseignant en binôme avec un professionnel, ce dernier intervenant de préférence dans un second temps afin d'illustrer le cours dispensé par l'enseignant.

Clément Durez cite par ailleurs l'exemple du cours de techniques contractuelles approfondies en Master 2 C-DESC où les étudiants sont amenés à négocier puis à rédiger un contrat en petit groupe dans le cadre d'un jeu de rôle qui permet de les placer au plus proche de conditions réelles (consignes confidentielles communiquées au fil de l'eau, séances de négociations avec possibilité d'interagir avec le donneur d'ordre, etc.).

En conclusion, chaque parcours propose à ce jour des pédagogies adaptées à son public étudiant et à ses objectifs (ex : exercices de plaidoirie, jeux de rôle, séminaires, rédactions d'actes, etc.) mais la très grande majorité de ces pédagogies se concentrent sur l'année de Master 2.

Point F : Les modalités d'évaluation des connaissances et des compétences doivent-elles être conservées sans changement ?

Clément Durez rappelle que jusqu'à présent, les responsables de parcours ont la possibilité chaque année, après avoir pris l'avis des intervenants de leur parcours, de faire évoluer les MCCC. Il note cependant que le calendrier de ces modifications ne permet pas de s'adapter à la réalité du calendrier de recrutement des intervenants dans la mesure où les demandes de changements doivent être formulées au mois d'octobre de l'année N pour une mise en place à partir de septembre de l'année N+1.

Jérémy Jourdan Marques invite les étudiants présents à donner leur point de vue sur la nécessité de faire évoluer les MCCC.

Clément Dealet précise qu'il a bien apprécié les MCCC du parcours DANTC (épreuves bien organisées), tout particulièrement l'épreuve du « grand oral ». Komlan Sepe, étudiant du parcours C-DESC, considère que les MCCC de son parcours ne posent pas de difficultés particulières à l'exception des difficultés rencontrées lors des exercices en groupe. Astrid de Riols de Fonclare, étudiante du parcours CDJ, considère que les MCCC de ce parcours sont en parfaite adéquation avec l'objectif visé par ledit parcours, à savoir permettre à ses étudiants de devenir commissaire de justice en se préparant à l'examen de l'INCJ, notamment à travers des consultations juridiques.

Alexandre Cally (CDJ) et Farah Iscandar (DANTC) émettent des réserves s'agissant des épreuves soumises à tirage au sort qui génèreraient du stress pour les étudiants. Des discussions sont engagées à ce sujet par les membres du conseil sans permettre de dégager un consensus.

Point G : Les points forts de la formation ?

Au terme du conseil de perfectionnement les participants notent les principaux points forts suivants pour la mention :

- 3 nouveaux parcours depuis 5 ans ;
- Un effectif qui a augmenté avec un taux de réussite très satisfaisant ;
- 3 parcours sur 4 ouverts à l'alternance ;

- Parcours très liés à des corps professionnels (AFJE, commissaire de justice, FNTC) ;
- Beaucoup d'intervenants professionnels dans chaque parcours ;
- Des parcours très personnalisés (ex : numérique) avec des CM et des TD spécifiques dès le M1 et liés aux objectifs de chaque parcours (ex : spécialisation de l'arbitrage très appréciée par les étudiants du parcours CDC) ;
- Des TD disciplinaires par parcours avec effectif limité en TD dès la première année de Master (20 étudiants en M1)
- Des choix multiples en M2 pour certains parcours (alternance, stage et/ou mémoire) ;
- Des pédagogies innovantes appréciées des étudiants (ex : concours d'arbitrage, jeux de rôle, exercices de rédaction contractuelle, consultations juridiques, etc.).

Point H : Les points faibles de la formation ?

Au terme du conseil de perfectionnement les participants notent les principaux points faibles suivants pour la mention :

- Moins de lien entre les différents parcours et moins d'interdisciplinarité ;
- Manque de moyens : manque d'heures pour avoir plus de cours en M2, notamment pour le parcours CDC, et davantage de cours spécifiques en M1 (+ cours dédoublé pour éviter les effectifs trop importants qui nuisent à l'apprentissage des étudiants) ;
- Manque de soutien administratif en raison du manque de moyens (plusieurs périodes sans gestionnaire de scolarité, beaucoup de changements, y compris en cours d'année) ;
- L'évolution de certains parcours est dépendante des financements accordés à l'alternance ;
- Difficultés à valoriser la formation auprès des professionnels pour permettre aux étudiants de trouver des métiers à la hauteur de leurs compétences ;
- Manque d'accompagnement dans la recherche de stage ou d'alternance (ou méconnaissance des dispositifs proposés par l'Université).

Point I : Les axes d'améliorations ?

Au terme du conseil de perfectionnement les participants notent les principaux axes d'améliorations suivants pour la mention :

- Nécessité d'obtenir plus de moyens de la part de l'Université mais aussi en développant les ressources propres (cf. excédents mobilisables) ;
- Développer encore davantage les liens avec les professionnels (partenariats) pour faciliter l'entrée des étudiants sur le marché de l'emploi ;

- Travailler avec les services centraux pour améliorer l'accompagnement des étudiants dans la recherche de stage/alternance ;
- Travailler avec la responsable de la communication de la faculté JVD sur une meilleure valorisation des parcours de la mention et sur la valorisation du métier de juriste d'entreprise ;
- Améliorer encore les maquettes et les MCCC de la mention afin de mieux former ses étudiants aux attentes des professionnels

Conclusions

Après discussion le conseil estime que :

- Les objectifs de la formation sont adaptés aux débouchés (poursuite d'études / emploi) : **Plutôt Oui**
Commentaires et évolutions souhaitées : voir *supra*.
- Les étudiants qui sont allés au bout de la formation ont atteint les objectifs visés : **Tout à fait**
Commentaires et évolutions souhaitées : voir *supra*.
- Le programme de formation doit être conservé sans changement : **Plutôt Non**
Commentaires et évolutions souhaitées : voir *supra*.
- Les pédagogies mises en œuvre sont adaptées au public étudiant et aux objectifs visés : **Plutôt Oui**
Commentaires et évolutions souhaitées : voir *supra*.
- Les modalités d'évaluation des connaissances et des compétences doivent être conservées sans changement : **Plutôt Oui**
Commentaires et évolutions souhaitées : voir *supra*.